

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

F. 85 — 1927

**20 AOUT 1985**  
**Arrêté royal fixant le règlement particulier**  
**du tribunal du travail de Hasselt**

**BAUDOIN, Roi des Belges,**  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail d'Anvers, du premier président de la cour d'appel d'Anvers et du procureur général à Anvers, du président du tribunal du travail de Hasselt, de l'auditeur du travail à Hasselt, du greffier en chef du tribunal du travail de Hasselt et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Hasselt;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Le tribunal du travail de Hasselt se compose de trois chambres.

Art. 2. La première chambre connaît :

- a) des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du Code judiciaire, ainsi que des matières prévues à l'article 583 du même Code lorsqu'elles sont relatives aux employeurs;
- b) des contestations prévues à l'article 34<sup>ter</sup>, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- c) des renvois après cassation.

La deuxième chambre connaît des matières prévues aux articles 581 et 583 du Code judiciaire lorsqu'elles sont relatives aux travailleurs indépendants.

La troisième chambre connaît des affaires prévues à l'article 582, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code judiciaire.

Les différentes chambres connaissent en outre des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, à savoir :

la première chambre lorsque le siège doit se composer soit d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre d'employeur et d'un juge social nommé au titre de travailleur salarié, soit d'un juge unique;

la deuxième chambre lorsque le siège doit se composer de deux juges au tribunal du travail et d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant;

la troisième chambre lorsque le siège doit se composer d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant et d'un juge social nommé au titre de travailleur salarié.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

N. 85 — 1927

**20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit**  
**tot vaststelling van het bijzonder reglement**  
**voor de arbeidsrechtbank te Hasselt**

**BOUDEWIJN, Koning der Belgen,**

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen; van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Hasselt, van de arbeidsauditeur te Hasselt, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Hasselt en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Hasselt;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Hasselt bestaat uit drie kamers.

Art. 2. De eerste kamer neemt kennis :

- a) van de zaken genoemd in de artikelen 578, 579, 580, 582, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de zaken genoemd in artikel 583 van hetzelfde Wetboek, wanneer het werkgevers betreft;
- b) van de betwistingen bedoeld bij artikel 34<sup>ter</sup>, § 4 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- c) van de verwijzingen na cassatie.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken genoemd in de artikelen 581 en 583 van het Gerechtelijk Wetboek wanneer het zelfstandigen betreft.

De derde kamer neemt kennis van de zaken genoemd in artikel 582, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarenboven neemt elke kamer kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten, kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, en namelijk :

de eerste kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als werkgever, en een rechter in sociale zaken benoemd als werknemer, of een alleensprekend rechter;

de tweede kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit twee rechters in de arbeidsrechtbank en één rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige;

de derde kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige en een rechter in sociale zaken, benoemd als werknemer.

**Art. 3.** Les chambres siègent comme suit :

la première chambre : tous les jours ouvrables, sauf le samedi;

la deuxième chambre : le vendredi;

la troisième chambre : le vendredi.

La première chambre, en matière de renvoi après cassation, siège le mercredi.

Le président siège en référé le lundi à 9 heures et siège également au bureau d'assistance judiciaire.

**Art. 4.** Les introductions se font :

a) en cas de citation ou de comparution volontaire :

— devant la première chambre pour les contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire, et plus précisément à l'audience des deuxième et quatrième lundis du mois lorsque le travailleur concerné est un employé et à celle des deuxième et quatrième jeudis du mois lorsque le travailleur concerné est un ouvrier;

— devant la première chambre à l'audience de mardi pour les demandes prévues à l'article 579 du Code judiciaire;

— devant la première chambre à l'audience du mercredi pour les contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire;

— devant la deuxième chambre à l'audience du premier vendredi du mois pour les contestations prévues à l'article 581 du Code judiciaire;

— devant la troisième chambre, à l'audience du troisième vendredi du mois pour les affaires prévues à l'article 582, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code judiciaire;

— devant la première chambre pour les contestations prévues à l'article 582, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du Code judiciaire, et plus précisément à l'audience du lundi lorsque le travailleur concerné est un employé et à l'audience du jeudi lorsque le travailleur concerné est un ouvrier;

— pour les affaires prévues à l'article 583 du Code judiciaire, devant la première chambre à l'audience du mercredi lorsqu'un employeur est en cause et devant la deuxième chambre à l'audience du premier vendredi du mois lorsqu'un travailleur indépendant est en cause;

— devant la première chambre à l'audience du mercredi pour les contestations prévues à l'article 34ter, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

— pour les contestations, dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire;

— devant la première chambre à l'audience du mercredi lorsque le siège doit se composer soit d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre d'employeur, et d'un juge social nommé au titre de travailleur salarié, soit d'un juge unique;

— devant la deuxième chambre à l'audience du premier vendredi du mois, lorsque le siège doit se composer de deux juges au tribunal du travail et d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant;

— devant la troisième chambre à l'audience du troisième vendredi du mois, lorsque le siège doit se composer d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant et d'un juge social, nommé au titre de travailleur salarié;

b) pour les affaires introduites par voie de requête ou d'envoi recommandé, à l'audience fixée par le président du tribunal et à laquelle les parties sont convoquées par le greffier en application de l'article 704 du Code judiciaire, compte tenu de l'article 3;

c) devant le président du tribunal siégeant en référé et devant le bureau d'assistance judiciaire, à l'audience du lundi à 9 heures.

Lorsque le jour d'introduction à une chambre déterminée coïncide avec un jour férié légal, les introductions se font à l'audience suivante la plus rapprochée de ladite chambre.

**Art. 5.** Les audiences ordinaires commencent à 9 heures.

**Art. 6.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures avec l'accord du président du tribunal et, les cas où l'avis du ministère public est requis, après consultation de l'auditeur du travail.

**Art. 7.** Le président du tribunal peut lorsque les besoins du service l'exigent et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires, dont il fixe les jours et heures.

**Art. 3.** De kamers houden zitting als volgt :

de eerste kamer : iedere dag van de week, uitgenomen op zaterdag;

de tweede kamer : op vrijdag;

de derde kamer : op vrijdag.

De verwijzingen na cassatie worden op woensdag behandeld, voor de eerste kamer.

De voorzitter behandelt de zaken in kort geding op maandag om 9 uur; hij neemt dan eveneens zitting in het bureau voor rechtsbijstand.

**Art. 4.** De inleidingen geschieden :

a) voor de dagvaardingen en de vrijwillige verschijningen :

— in de geschillen bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, voor de eerste kamer, op de tweede en de vierde maandag van de maand wanneer de betrokken werknemer een bediende is; op de tweede en de vierde donderdag van de maand, wanneer de betrokken werknemer een arbeider is;

— in de zaken bepaald bij artikel 579 van het Gerechtelijk Wetboek, op dinsdag, voor de eerste kamer;

— in de zaken bepaald bij artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek, op woensdag, voor de eerste kamer;

— in de zaken bepaald bij artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek, op de eerste vrijdag van de maand, voor de tweede kamer;

— in de zaken bepaald bij artikel 582, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek, op de derde vrijdag van de maand, voor de derde kamer;

— in de zaken bepaald bij artikel 582, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, voor de eerste kamer, op maandag wanneer de betrokken werknemer een bediende is, en op donderdag wanneer de betrokken werknemer een arbeider is;

— in de zaken bepaald bij artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek, op woensdag, voor de eerste kamer, wanneer er werkgevers bij betrokken zijn, en op de eerste vrijdag van de maand, voor de tweede kamer, wanneer er zelfstandigen bij betrokken zijn;

— in de geschillen bedoeld bij artikel 34ter, § 4 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, op woensdag, voor de eerste kamer;

— in de geschillen waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek;

— op woensdag voor de eerste kamer, wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als werkgever, en een rechter in sociale zaken, benoemd als werknemer, of een alleensprekend rechter;

— op de eerste vrijdag van de maand, voor de tweede kamer, wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit twee rechters in de arbeidsrechtbank en één rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige;

— op de derde vrijdag van de maand, voor de derde kamer, wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige, en een rechter in sociale zaken, benoemd als werknemer;

b) voor de zaken ingeleid bij verzoekschrift of bij aangetekende brief, overeenkomstig artikel 704 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt de voorzitter van de rechtbank de zitting waarop de partijen moeten verschijnen, na door de griffier te zijn opgeroepen, met inachtneming van artikel 3;

c) voor de voorzitter van de rechtbank, zetelend in kort geding en voor het bureau voor rechtsbijstand : maandag om 9 uur.

Indien de dag van de inleiding bij een bepaalde kamer op een wettelijke feestdag valt, worden de zaken ingeleid op de eerstvolgende zitting van de betrokken kamer.

**Art. 5.** De gewone zittingen beginnen om negen uur.

**Art. 6.** De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank en, voor de zaken waarin het advies van het openbaar ministerie vereist is, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen.

**Art. 7.** Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen houden op de dagen en uren die hij vaststelt.

**Art. 8.** Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas comme dans celui qui est prévu à l'article 7, l'ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

**Art. 9.** L'arrêté royal du 27 décembre 1972, abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Hasselt, est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

**Art. 11.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

F. 85 — 1928

**20 AOUT 1985**  
**Arrêté royal fixant le règlement particulier**  
**du tribunal du travail de Tongres**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail d'Anvers, du premier président de la cour d'appel d'Anvers et du procureur général à Anvers, du président du tribunal du travail de Tongres, de l'auditeur du travail à Tongres, du greffier en chef du tribunal du travail de Tongres et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Tongres;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le tribunal du travail de Tongres se compose de trois chambres.

**Art. 2.** Les première et deuxième chambres connaissent :

a) des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire, sauf lorsqu'elles relèvent de la compétence de la troisième chambre;

b) des contestations prévues à l'article 34<sup>ter</sup>, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

c) selon la répartition qui en est faite par le président, des autres affaires, dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

**Art. 2.** La première chambre siège le mardi, à 9 heures.

La deuxième chambre, siège les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi à 14 h 30 m.

La troisième chambre siège, selon les nécessités du service chaque jour de la semaine du lundi au vendredi, à 14 h 30 m.

Les audiences de référé et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, se tiennent le mardi, à 9 heures.

Le bureau d'assistance judiciaire siège les deuxième et quatrième mardis du mois, à 9 heures.

**Art. 8.** De voorzitter van de rechtbank kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 7, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

**Art. 9.** Het koninklijk besluit van 27 december 1972 tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Hasselt, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

**Art. 11.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

N. 85 — 1928

**20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit**  
**tot vaststelling van het bijzonder reglement**  
**voor de arbeidsrechtbank te Tongeren**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Tongeren, van de arbeidsauditeur te Tongeren, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Tongeren en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Tongeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De arbeidsrechtbank te Tongeren bestaat uit drie kamers.

**Art. 2.** De eerste en tweede kamer nemen kennis :

a) van de zaken bepaald in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, behalve die welke tot de bevoegdheid van de derde kamer behoren;

b) van de betwistingen bedoeld bij artikel 34<sup>ter</sup>, § 4 van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

c) overeenkomstig de verdeling gedaan door de voorzitter, van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 2.** De eerste kamer houdt zitting op dinsdag te 9 uur.

De tweede kamer houdt zitting op maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag te 14 u. 30 m.

De derde kamer houdt zitting, volgens de behoeften van de dienst, op elke dag van de week van maandag tot vrijdag te 14 u. 30 m.

De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen in kort geding van toepassing zijn, worden gehouden op dinsdag te 9 uur.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting de tweede en vierde dinsdag van de maand om 9 uur.